

Notre déclaration portera sur la distorsion entre les annonces médiatiques et la réalité des mises en œuvre ; une distorsion destructrice pour les agents.

Contrairement aux annonces présidentielles, le théâtre ne verra pas le jour dans tous les établissements à la rentrée parce qu'il n'y a aucun horaire dédié ni aucune dotation spécifique, ni même suffisamment d'enseignant susceptible d'assurer un tel enseignement.

Contrairement aux annonces présidentielles, il n'y aura pas d'évolution majeur sur la décision du redoublement et les quelques modifications affichant la volonté présidentielle seront rayées d'un trait de plume par le conseil d'état.

Contrairement aux annonces présidentielles, il n'y aura pas d'augmentation du temps d'enseignement moral et civique. Les quelques heures ajoutées sur le papier pour des projets sont virtuelles sans aucune dotation spécifique.

Contrairement aux annonces présidentielles, le ministère est dans l'impossibilité d'assurer la présence d'un enseignant devant chaque classe, pire c'est un mensonge de dire que la situation du remplacement s'est améliorée. Dans le premier degré, la situation s'est dégradée, sous le quinquennat précédent, passant de 82,7 % des remplacements effectués dès le premier jour à 78 % en 2022. Sans compter que dans le même temps les autorisations d'absences ont été drastiquement réduites, même les instances du dialogue social sont maintenant placées le mercredi après-midi.

Contrairement aux annonces présidentielles, les groupes de niveau loin de favoriser la réussite de tous les élèves, vont détruire le collège unique, vont assigner et stigmatiser les élèves. Ces groupes viennent fracasser les ingénieries pédagogiques, reflets de nos projets d'établissements, et jeter à la poubelle des années d'efforts pour créer du commun, des cohésions fortes dans nos équipes et nos communautés scolaires.

Ces mesures vont dégrader les conditions de travail des personnels et augmenter leur charge de travail car c'est aux personnels qu'il revient de mettre en œuvre des mesures mal ficelées, mal pensées, incohérentes, sans les moyens nécessaires et contraires aux valeurs que nous portons. Ce sont aussi les personnels qui vont devoir expliquer aux parents que les annonces du président n'existent que dans les discours mais pas pour leurs enfants.

Pour éviter ces distorsions, il faudrait partir de la réalité du travail des personnels. Je ne parle pas ici de l'interprétation sujette à caution des réponses à un questionnaire orienté. Réformer le système éducatif sur la base d'un discours public sans prendre en compte ni les résultats de la recherche, ni l'expertise des personnels est une démarche vouée à l'échec.

La valse des annonces qui relève de la communication politique sans se soucier de la réalité des conditions de mise en œuvre n'est pas une politique éducative. L'éducation n'est pas un domaine réservé du président le Sgen-CFDT réaffirme que c'est un domaine qui doit être partagé avec toutes ses parties prenantes.

Les personnels sont épuisés de subir des empilements de mesures qui ne font pas sens et vont contre une école pour toutes et tous. A l'appel du Sgen-CFDT, beaucoup seront en grève demain, contre les mesures délétères du choc des savoirs, pour l'amélioration des conditions de l'inclusion scolaire, pour sortir de l'agitation, pour obtenir des politiques éducatives qui construisent une école pour toutes et tous et avec toutes et tous.